

la Marseillaise

Imprimer cette page

Marie-Noëlle Lienemann : « Je prône une politique keynésienne, c'est-à-dire de relance »

- Écrit par La Marseillaise
- mardi 29 novembre 2016 08:52



J'accepte

En navigant sur notre site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer une

navigation optimale et nous permettre de réaliser des statistiques de visites.

[En savoir plus](#)



Répondre aux besoins des Français : « Une stratégie de sortie de crise » pour Marie-Noëlle Lienemann. photo dR. L'utilisation de l'article, la reproduction, la diffusion est interdite - LMRS - (c) Copyright Journal La Marseillaise

En déplacement en région Paca ce week-end, Marie-Noëlle Lienemann, candidate à la primaire de gauche, s'est exprimée sur son projet lundi soir, lors d'un meeting à La Seyne-sur-Mer.

La députée de Paris et ancienne ministre du Logement (gouvernements Bérégovoy et Jospin) incarne l'aile gauche du Parti socialiste. C'est en ce sens qu'elle est soutenue par le maire de La Seyne, Marc Vuillemot (PS), qui l'a notamment conviée sur le forum des associations qui se tient ce dimanche dans la deuxième ville du Var. Marie-Noëlle Lienemann se rendra également, lundi, au centre de recherche Tetris de Grasse « afin de rencontrer des acteurs qui oeuvrent dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ».

Vous avez choisi La Seyne pour votre meeting régional, est-ce en réponse à une invitation de son maire qui vous a accordé son parrainage ?

Avec Marc Vuillemot nous sommes politiquement dans le même courant depuis longtemps, il est logique que je vienne à La Seyne, mais c'est également symbolique car le travail qui y est fait dans les quartiers, sur la ville, sur son développement me paraît intéressant. C'est aussi l'une des deux seules villes Paca de plus de 60 000 habitants de gauche.

La gauche qui ne siège plus ni au sein de l'assemblée régionale de Paca, ni au sein du Conseil de département du Var...

J'ai justement voulu venir en Paca pour dire qu'il ne faut pas se résigner à cette situation. Il nous faut à la fois mobiliser notre électorat et reconquérir les couches populaires et moyennes qui se sont tournées vers l'extrême droite. Cela, avec un candidat qui soit au coeur de la gauche, qui propose une gauche concrète, qui réponde immédiatement aux besoins des Français et aux problèmes d'aujourd'hui, comme la question des salaires, celle des remboursements des soins, la régulation des loyers et la construction de logements.

Votre projet repose sur l'idée de justice sociale vectrice du redressement, pouvez-vous nous en décrire le mécanisme ?

Le paradoxe des paradoxes, c'est qu'on voit bien qu'il y a une remise en cause du libéralisme, de la dérégulation et de la concurrence mondiale dans de plus en plus de pays. Or la droite française et parfois même la gauche choisissent encore des politiques d'accélération du libéralisme. Pour ma part, je prône une politique radicalement opposée qu'on pourrait qualifier de keynésienne, c'est-à-dire de relance.

Vous proposez donc un plan de relance (de 35 milliards d'euros), comment comptez-vous le mettre en oeuvre ?

La différence entre une politique de relance de gauche et une politique de relance de droite, c'est que celle de droite prévoit une baisse des impôts pour les plus riches, tandis que celle de gauche s'appuie sur le soutien des salaires et la consommation des couches populaires. D'où ma proposition d'augmenter le Smic à 1300 euros (nets) immédiatement. Une autre proposition touche à la fiscalité, elle vise à rendre la CSG progressive afin qu'elle pèse moins sur les petites retraites et les petits revenus, toujours pour rendre du pouvoir d'achat aux couches populaires. Il ne sert à rien de faire une politique de l'offre quand la consommation est atone.

Et il y a le deuxième volet, celui de l'investissement. Il faut faire tourner la machine en soutenant le développement durable, ainsi qu'en introduisant les nouvelles technologies et le numérique. La France accuse un gros retard dans le domaine de la robotisation. Il faut donc injecter de la modernité et de l'innovation .

Et avec quels financements ?

On a donné le CICE aux entreprises sans contreparties, or j'estime qu'avec ces 41 milliards on peut augmenter le Smic tout de suite. Je souhaite aussi qu'on réforme le mode de calcul des cotisations sociales en l'adossant moins sur la masse salariale mais davantage sur la valeur ajoutée produite dans l'entreprise.

En ce qui concerne l'investissement, je prône un emprunt, sachant qu'actuellement les taux d'intérêt sont bas.

Autre pilier de votre programme, « le pacte républicain » implique-t-il un renforcement du service public ?

Je préconise une loi qui garantira la présence du service public sur l'ensemble du territoire. La question de la santé est une urgence absolue, il faut remettre l'hôpital public à flot. Mais également combattre la désertification médicale, éventuellement en imposant certaines zones aux jeunes médecins qui démarrent.

Je pense qu'il faut continuer l'effort en direction de l'école publique. On n'a pas mis suffisamment de moyens pour favoriser la mixité sociale. Dans les secteurs prioritaires, il faut par exemple doter les écoles de trois postes de maîtres pour deux classes.

Je constate aussi que l'aménagement des rythmes scolaires peut accroître les inégalités : les communes n'ont pas toutes les mêmes moyens et les activités sont très hétérogènes en qualité. Je propose donc de créer un service public de l'éducation populaire afin que les activités soient financées par l'État et que des coordinateurs organisent sur le territoire une offre d'activités variée à laquelle tout le monde aura accès. Ce service public de l'éducation populaire permettra en outre de transmettre les valeurs de la République.

La question du pacte républicain est au coeur de cette primaire et de cette présidentielle.

Le thème de la sécurité est central dans cette campagne, quelle est votre position sur le sujet ?

Je demande depuis plusieurs années qu'il y ait en France une loi de programmation Sécurité intérieure comme il y a une loi de programmation militaire. D'abord pour que les Français sachent de quoi on a besoin, combien de policiers sont sur leur territoire et pour clarifier leurs missions et priorités. Il faudra aussi renforcer les services de renseignements sur le terrain pour lutter contre le terrorisme. Je souhaite cette loi de programmation, pas seulement pour la police, mais aussi pour la justice. Car la justice n'a pas les moyens d'agir correctement. La vraie question aujourd'hui n'est pas le durcissement des peines mais l'efficacité et les moyens réels donnés à la police et à la justice.

Propos recueillis par Laurence Artaud

Dernière modification le mardi, 29 novembre 2016 09:07

Publié dans **Politique**

Évaluer cet élément

-
- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

(0 Votes)

Derniers articles de La Marseillaise

- Toulon : le crime organisé revêt différentes formes
- Paris va naviguer en eaux cosmopolites avec Moussu T. e lei jovents
- Marseille : décès d'un lycéen poignardé devant le lycée Poinso Chapuis
- Fifa : Dimitri Payet nommé pour le onze mondial de l'année
- L'entrée de la maison d'arrêt de Luynes bloquée ce jeudi